

# fuges en Union soviétique

nuisibles, déclare encore *Ustav Nravov*, il est nécessaire de développer l'esprit de corps dans la jeunesse, d'établir des récompenses honorifiques pour différentes catégories (étudiants, jeunes ouvriers soldats, etc.). Il est nécessaire de placer l'éducation des enfants sur une base militaire dès le début, avec des jeux et des exercices physiques orientés dans ce sens. Les punitions corporelles, qui trempent le corps et l'âme, doivent être reconnues comme de grande valeur éducative. Le meilleur citoyen est le soldat ; le pire, l'intellectuel, un esclave de la raison.

Il est nécessaire de souligner la tendance idéologique manifestée par cet article ; en fait, le terme « fasciste » est la caractérisation qui vient immédiatement à l'esprit...

Quelques-uns de ceux qui reçurent cet article — mais seulement quelques-uns — après avoir surmonté leur stupeur, envoyèrent l'article à des

personnalités culturelles et politiques dirigeantes. Alors le scandale éclata. Mais le scandale frappa en premier lieu ceux qui adressèrent l'article à des dirigeants politiques. Ils furent menacés des plus sévères punitions s'ils en envoyaient des copies hors de l'URSS.

Il semble que l'article n'était pas l'œuvre personnelle de Valery Skourlatov. Un certain nombre de fonctionnaires du Comité de Moscou et quelques écrivains appartenant à la rédaction du magazine du Komsomol, *la Jeune Garde*, auraient participé à sa confection. Skourlatov fut exclu du parti, mais ne fut frappé d'aucune des mesures administratives qui accompagnent habituellement l'exclusion. Il paraît qu'il a obtenu depuis un autre emploi mieux payé...

Nous voyons aujourd'hui dans la bureaucratie des tendances qui rompent avec l'idéologie officielle sur la droite et même l'extrême-droite. C'est manifestement un résultat de la crise idéologique résultant de la « déstalinisation ». Le mythe de Staline, renforcé par des mesures de répression, servait de ciment disciplinaire pour les masses et de facteur de cohésion pour la bureaucratie.

La tentative de Khrouchtchev d'y substituer le mythe du confort matériel, emprunté partiellement à des sources occidentales, a échoué non seulement en raison des difficultés économiques, mais aussi, probablement, pour des causes liées à la structure interne de la société soviétique elle-même. Il n'est donc pas étrange que les bureaucrates du Komsomol et d'autres ressentent, à cause de leurs fonctions spécifiques, la nécessité d'un moyen idéologique pour stopper le processus de désintégration de plus en plus évident du système bureaucratique.

L'expression de ce besoin, manifesté dans *Ustav Nravov*, est, bien sûr, une forme extrême qui n'est pas typique de larges courants dans la bureaucratie. Mais elle est symptomatique du malaise de certains groupes de bureaucrates « liés aux masses », dans

la mesure où cela est possible pour une organisation du type policier-jésuitique comme le Komsomol d'aujourd'hui. Le malaise ne résulte pas tant de la politique de « déstalinisation » que de la conséquence inévitable de celle-ci, l'effondrement des préconditions idéologiques du règne de la bureaucratie.

Il est assez intéressant de noter que, dans son discours au plénum du C.C. en décembre 1965, Pavlov, secrétaire du Komsomol, centra ses conclusions autour de problèmes similaires à ceux choisis par les auteurs de *Ustav Nravov*. Mais il faut souligner que Pavlov vit la solution dans un accroissement du contrôle policier officiel, quelque chose qui doit être couvert idéologiquement par une réhabilitation partielle de Staline.

La ligne de cette tendance a de sérieuses chances d'être adoptée comme ligne officielle du parti au XXIII<sup>e</sup> Congrès, en mars. La victoire de cette ligne n'est pas certaine, mais, sans aucun doute, c'est une des lignes autour desquelles se développe l'actuelle lutte à l'intérieur du P.C.U.S. Il est également nécessaire de souligner qu'une telle orientation ne serait pas en contradiction avec la ligne réformiste prudente dans le domaine économique qu'a présentée Kossyguine au Plénum de décembre 1965. Les technocrates peuvent très bien « coexister » avec un régime policier plus dur, d'autant plus que ce courant ne veut et ne peut retourner à l'emploi d'une terreur massive comme du temps de Staline, et qu'ils proposent à sa place quelque chose de « plus doux » et de plus « raisonnable ». Il est possible que, parmi les technocrates, certains craignent les conséquences de la politique de rationalisation économique proposée par Liberman, maintenant adoptée par la direction soviétique (par exemple, une apparition temporaire du chômage). De tels groupes seraient enclins à accompagner cette phase de « rationalisation » d'un renforcement du régime policier.

par SANDRO MANTOVANI  
(Correspondant « World Outlook »)

Vient de paraître

Le numéro spécial  
de la revue

**QUATRIEME  
INTERNATIONALE**

sur le  
**CONGRES MONDIAL  
de la  
IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE**

(Décembre 1965)

Le numéro : 3 francs

**CARL MARX**

ACTUALITÉ — SALLE D

U - J. F. REVEL

- M. LEQUENNE

ont du

**IEL - SINIAVSKI**

DE ÉTUDIANTE

CRISE

T COMMUNISTE

**CONSTRUIRE  
LE PARTI  
REVOLUTIONNAIRE**

par Pierre FRANK

une brochure de 32 pages  
2 F

Commander à l'Internationale  
21, rue d'Aboukir, PARIS-2<sup>e</sup>  
C.C.C. P. Frank, 12 648-46 Paris

## PROCÈS DANIEL ET SINIAVSKI

œuvres qui la montrent sous son vrai jour. Pas plus que du temps de Staline, elle n'admet d'être appelée par son nom. Le procès de Daniel et Siniavski était un avertissement des limites que l'intelligentsia ne doit pas franchir.

Pourtant, il y a des changements qu'il faut souligner. Les accusés ont plaidé « non coupable ». Et, comme ce

fut le cas pour le poète Brodsky, il s'est trouvé des jeunes et quelques écrivains (pas les officiels comme Choukhov et Ehrenbourg) pour exprimer sous une forme ou une autre leur sympathie aux accusés. Ainsi non seulement l'esprit critique se développe, mais aussi la résistance grandit. Et elle grandira encore.

demandons aucune promesse de ce genre, car nous doutons que son parti vienne jamais au pouvoir : il est bon aujourd'hui à faire servir la classe ouvrière de « force d'appoint » à la bourgeoisie de gauche ; pour conquérir le pouvoir, la classe ouvrière aura besoin d'un parti révolutionnaire, pas du parti « aux voies pacifiques ». Nous serions, par contre, curieux de connaître l'opinion d'Aragon sur les mesures prises par son parti contre les étudiants communistes.

Bien entendu, Aragon n'a jamais éprouvé le besoin de dire un mot sur d'autres « procès » à Moscou, à une époque où il n'avait pas trop de mots pour hurler à la mort contre les bolcheviks assassinés par Staline. La déclaration d'Aragon d'aujourd'hui diffère de celles qu'il faisait alors en raison de la différence des situations. (A l'époque, la Ligue des Droits de l'Homme approuvait à sa façon les crimes de Staline.) Mais Aragon est resté le même : tout au plus, après avoir fait le trottoir pendant des décennies dans les milieux littéraires et artistiques, au profit de Staline d'abord, de Khrouchtchev ensuite, il se trouve à présent quelque peu fatigué sur le retour d'âge et voudrait ne plus avoir à faire que des besognes faciles et pas trop désagréables.

Les temps ont changé et ils changeront encore. Mais ce n'est pas des Aragon et autres résidus staliniens qu'il faut attendre la critique franche du passé et un espoir pour l'avenir. Aucune leçon ne peut venir de ceux qui ont participé aux « Journées des meurtres publics ».

Pierre FRANK.

### LUNA IX ET LE PROCÈS

Il n'est pas inutile d'examiner certaines réactions à ce procès en Occident. Ne parlons pas des professionnels de l'anticommunisme qui se sont régalez. Les milieux bourgeois plus raffinés ont manifesté leur surprise qu'un régime qui enregistre des succès aussi considérables que celui de Luna IX recèle tant d'« obscurantisme » digne de « sociétés intellectuellement sous-développées », pour reprendre les termes mêmes du *Monde* du 16 février. En même temps, ces milieux expriment une sorte de satisfaction à propos de la déclaration d'Aragon sur ce procès, déclaration dans laquelle ils voient une « critique directe et franche » d'une décision prise à Moscou.

Certes, la contradiction est énorme, gigantesque, entre l'atterrissage en douceur sur la Lune — produit d'une très haute qualification intellectuelle — et ce procès où juges, procureur et témoins sont dignes d'un tribunal du moyen âge. Mais c'est la contradiction fondamentale de la société soviétique depuis que Staline a écrasé le Parti bolchevik et la démocratie ouvrière. Les forces productives, libérées par

la révolution d'Octobre, donnent, dans certains domaines scientifiques et techniques, des résultats prodigieux ; mais les conditions spécifiques qui ont amené l'accession au pouvoir de la bureaucratie ont entraîné également des monstruosité. La bureaucratie s'efforce d'adapter la société soviétique aux conditions présentes, mais elle ne peut dépasser ses propres limites ; elle peut se livrer à quelques opérations de détail contre ses privilèges, elle ne peut abolir totalement ceux-ci et ne peut renoncer d'elle-même au pouvoir. Le procès Daniel et Siniavski, survenu dix ans après le « rapport Khrouchtchev », montre de façon éclatante que les réformes dont est capable la bureaucratie ont une limite. Et, par suite, s'avère la nécessité historique que le prolétariat soviétique, par une révolution politique, brise ces limites et rétablisse la démocratie ouvrière. La bourgeoisie, dans le monde entier, ne peut évidemment aboutir à une telle conclusion. Une révolution, fût-elle politique et contre la bureaucratie soviétique, est un exemple dangereux auquel elle ne peut ni ne veut songer.

### LE « LIBÉRAL-STALINISME »

Les responsables de plusieurs partis communistes ont condamné le procès. Ceux du P.C. italien ont soulevé une partie du problème, suivant la ligne qui se trouve dans le « testament » de Togliatti. Selon l'*Unità*, le procès pose « le problème plus vaste des rapports entre la société soviétique et ses intellectuels, entre la politique et la culture ». C'est réduire le problème que de le poser ainsi, mais enfin ! c'est une tentative de le poser en termes un peu généraux.

Quant à la « critique franche et directe » d'Aragon, elle a de quoi faire rire et lever le cœur tour à tour. Sa déclaration n'est pas l'expression d'une indignation sincère, elle n'est pas venue immédiatement, mais au bout de 24 heures, afin d'être formulée en accord avec la direction du P.C.F. et dans des termes où celle-ci a inséré ses préoccupations politiques immédiates. Car la plus grande partie de la déclaration d'Aragon vise à dire aux Mitterrand, Mollet, etc., que ce jugement ne doit pas mettre en cause la recherche d'une alliance pour les prochaines élections. Le fait que l'*Humanité* a donné une place significative à

la déclaration a été à juste titre relevé un peu partout comme signe d'une évolution de la part de la direction du P.C.F., manifestant publiquement qu'elle prend à l'occasion certaines distances par rapport au Kremlin. En même temps, indépendamment des objectifs droitiers visés par cette direction, des conditions se développent qui permettent la formulation de critiques dans d'autres directions. Les opposants dans le P.C.F. doivent en profiter, mais rien ne serait plus mauvais que d'en accorder un mérite quelconque à Waldeck-Rochet ou à Aragon.

La partie de la déclaration qui relève d'Aragon lui-même est particulièrement visqueuse. Aragon suggère que les écrivains condamnés étaient « médiocres », de même il dit sans le dire que leurs œuvres étaient « nuisibles à l'intérêt du socialisme ». Il murmure quelque chose de personnel sur la loi soviétique, mais il le fait de façon inaudible. La sentence lui paraît surtout une maladresse, une simple « amende » aurait pu faire l'affaire.

Aragon assure qu'en France il n'y aurait aucun jugement de cet ordre si son parti venait au pouvoir. Nous ne lui

Cet article était écrit quand est arrivée la nouvelle que le Présidium du Soviet suprême a privé l'écrivain Valeri Tarsis, actuellement en voyage en Angleterre, de la nationalité soviétique pour avoir commis « des actes indignes d'un citoyen soviétique ». Quelque temps auparavant, les autorités soviétiques avaient expliqué qu'à la différence de Daniel et Siniavski, on ne pouvait juger Tarsis parce qu'il avait été reconnu mentalement irresponsable. Si cette argumentation était vraie, si Tarsis ne pouvait être considéré comme responsable de ses actes, la déchéance de la nationalité soviétique ne se justifierait pas non plus : il relèverait d'un traitement médical, non de sanctions judiciaires ou administratives. Les autorités soviétiques ne se sont pas embarrassées de la moindre logique ; elles se sont débarrassées à l'étranger de Tarsis qui, manifestant un anti-soviétisme pathologique, est un cas particulier dans l'intelligentsia soviétique ; mais elles ont lourdement frappé Daniel et Siniavski qui traduisaient sous des formes particulières à leur art les problèmes que pose non le régime soviétique mais la férule bureaucratique dans celui-ci.